



**HAL**  
open science

# La visite virtuelle de la maison d'arrêt de Paris la santé dans le musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines de Criminocorpus

Jean-Lucien Sanchez

## ► To cite this version:

Jean-Lucien Sanchez. La visite virtuelle de la maison d'arrêt de Paris la santé dans le musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines de Criminocorpus. Espaces de détention. Territoires, patrimoines et lieux vécus, 2018. hal-01961037

**HAL Id: hal-01961037**

**<https://hal.science/hal-01961037>**

Submitted on 19 Dec 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **La visite virtuelle de la maison d'arrêt de Paris la santé dans le musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines de Criminocorpus (Jean-Lucien Sanchez)**

Le 18 septembre 2014, des historiens et des architectes ont lancé un appel dans les colonnes du quotidien *Libération* intitulé « Les prisons font aussi partie de notre patrimoine ». <sup>i</sup> Les signataires de cet appel alertaient sur les destructions d'établissements pénitentiaires désaffectés, fréquemment situés en centre-ville et donc soumis à une forte pression immobilière. Ces anciennes prisons, souvent héritées du XIX<sup>e</sup> siècle voire au-delà, constituaient ainsi un « patrimoine sombre » qui méritait, d'après eux, d'être protégé. Le recours au terme de patrimoine pour les évoquer permettait tout à la fois de les distinguer en tant que bien immobilier digne d'intérêt tout en aménageant concurremment l'obligation de les préserver et de les conserver. Étymologiquement, le terme patrimoine renvoie effectivement à un ensemble des biens hérités du père. Par extension, le patrimoine est ce qui est transmis à une personne, une collectivité, par les ancêtres, les générations précédentes, et qui est considéré comme un héritage commun.

À l'instar du patrimoine industriel qui s'est peu à peu imposé et institutionnalisé au cours d'un processus qui s'est étendu des années 1970 aux années 1980, le patrimoine carcéral a également été l'objet d'une prise de conscience relativement récente en France, notamment suite aux travaux conduits par Jean-Claude Vimont. Maître de conférences en histoire à l'Université de Rouen, Jean-Claude Vimont a proposé en 2009 dans la rubrique Patrimoine carcéral des régions françaises qu'il animait sur le site Criminocorpus une réflexion sur le « concept nouveau de patrimoine carcéral ». <sup>ii</sup> À sa suite, la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP), par le biais du bureau des statistiques et des études (SDMe5), œuvra également pour la sauvegarde de ce patrimoine à travers la mise en place d'un partenariat avec Criminocorpus dans le cadre d'un projet scientifique financé par l'Agence nationale de la recherche, SCIENCEPEINE. <sup>iii</sup> Dans le cadre de ce projet, l'historien Marc Renneville, alors chargé d'étude et de recherche historique à SDMe5, proposa en 2009 la réalisation d'une visite virtuelle d'un établissement pénitentiaire visible sur Criminocorpus. Celui choisi fut l'ancienne maison d'arrêt du Havre vouée alors à la fermeture et qui a été intégralement détruite en 2012. <sup>iv</sup> L'idée de réaliser une visite virtuelle d'une prison était née d'un rapprochement de vues entre Marc Renneville et l'ethnologue cinéaste, Jean Arlaud. Leur intention était de croiser leurs méthodes pour donner à voir un établissement pour peines de l'intérieur, à travers le regard et la parole de ceux qui en étaient les acteurs, c'est-à-dire les personnels pénitentiaires. Le choix de la maison d'arrêt du Havre reposait également sur la connaissance particulièrement fine du patrimoine carcéral normand qu'en avait Jean-Claude Vimont qui était membre de l'équipe de tournage. Ce précédent a conduit à la réalisation d'autres visites virtuelles d'établissements pénitentiaires, comme celle de la maison d'arrêt de Paris la Santé en 2015, ou celle de la maison d'arrêt de Caen en 2016. Ces modules de visite virtuelle d'établissements pénitentiaires constituent ainsi une réponse originale apportée par la

DAP et par un collectif de chercheurs face à l'enjeu représenté par la sauvegarde de ce patrimoine fragile et voué, dans bien des cas, à la disparition.



*Porche d'entrée de l'ancienne maison d'arrêt du Havre en 2009. Source : Musée Criminocorpus.*

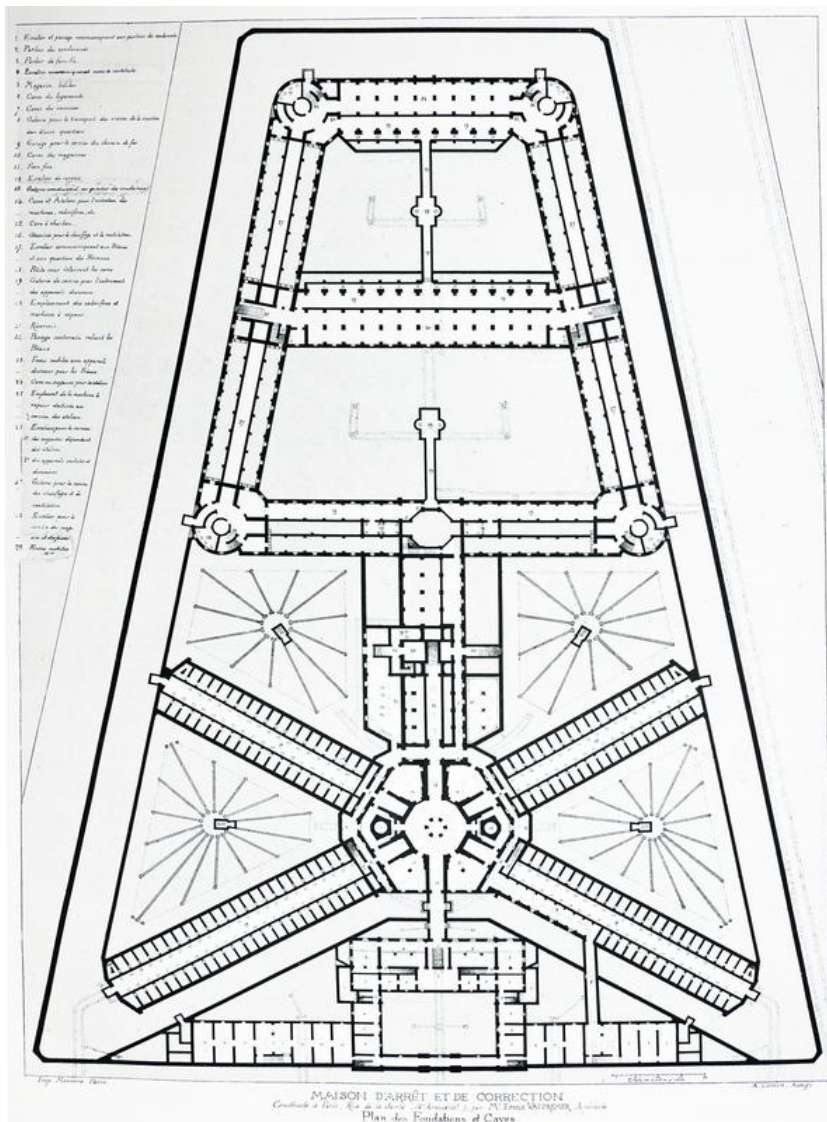
### **Les objectifs d'une visite virtuelle d'un établissement pénitentiaire**

La réalisation d'une visite virtuelle d'un établissement pénitentiaire répond principalement à trois objectifs. Elle vise à conserver les traces architecturales d'un bâtiment voué à la destruction ou objet de travaux de modernisation ou de reconversion. Il s'agit de réaliser des images filmiques et photographiques du bâtiment avant qu'il ne soit irrémédiablement altéré. Elle vise également à conserver la mémoire d'un lieu de travail dans lequel de nombreux agents ont réalisé tout ou partie de leur carrière. À cet effet, ces visites sont toujours présentées et commentées par des surveillants volontaires qui accompagnent les visiteurs et leur expliquent le fonctionnement du lieu. Ce faisant, ces agents présentent également leurs pratiques professionnelles qui sont spécifiques à ces vieux établissements, permettant à ces modules de pouvoir être utilisés dans un but pédagogique auprès des personnels en formation à l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP). Elle vise également une dimension civique, ces visites permettant à tous citoyens de pénétrer dans un établissement pour peine et de prendre conscience de la réalité de l'incarcération.

Ces objectifs, qui présidaient à la réalisation de la visite virtuelle de la maison d'arrêt du Havre en 2010, ont également présidé à la réalisation de celle de la maison d'arrêt de Paris la Santé cinq ans plus tard. En juillet 2014, cet établissement a effectivement fermé ses portes pour une longue campagne de travaux de rénovation et de modernisation. La DAP, la direction et le personnel de la maison d'arrêt de Paris la Santé, le Service pénitentiaire d'insertion et de probation de Paris et la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris ont alors décidé d'ouvrir la maison d'arrêt au public dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, les 20 et 21 septembre 2014. Le bureau SDMe5 et Criminocorpus, qui était partenaire de cet événement, ont alors décidé de réaliser une visite virtuelle de l'établissement accompagnée d'une exposition virtuelle.

### **La visite virtuelle de la maison d'arrêt de Paris la Santé**

D'un point de vue architectural, la maison d'arrêt de Paris la Santé, construite en 1867 selon les plans de l'architecte Émile Vaudremer, présente une particularité qui la rend unique dans l'histoire pénitentiaire française. Elle comprend effectivement deux quartiers construits selon les deux conceptions de l'emprisonnement ayant eu cours au XIX<sup>e</sup> siècle : un quartier haut de type « auburnien » qui était destiné aux condamnés (isolement de nuit et travail en commun le jour) et un quartier bas de type « pennsylvanien » qui était destiné aux prévenus (isolement strict de jour comme de nuit).



Joseph-Auguste- Emile Vaudremer, *Monographie de la maison d'arrêt et de correction pour hommes, construite à Paris, rue de la Santé, Paris, A. Levy, 1871.* Source : collection Philippe Zoummeroff, Musée Criminocorpus.

Il s'agit en outre de la dernière prison située encore dans Paris *intra-muros* et constitue un établissement mythique qui a profondément marqué l'imaginaire collectif national, notamment suite aux évasions retentissantes de Jacques Mesrine ou de Michel Vaujour ou bien encore à la médiatisation de son quartier des particuliers, surnommé *quartier V.I.P.* Toutefois, le temps imparti pour réaliser cette visite virtuelle était relativement court et il fallait impérativement que le tournage soit effectué avant l'évacuation des détenus. En effet, un des éléments les plus importants à capter lors de ces visites demeure l'ambiance sonore. Car filmer un établissement désaffecté, où les bâtiments sont vides et ont subi des désordres consécutifs à un déménagement, n'a guère d'intérêt au regard des critères qui président à la réalisation d'une visite virtuelle. Il fallait donc agir vite avant que l'évacuation ne soit totale et l'équipe de Criminocorpus a été autorisée à organiser deux journées de tournage au mois de juin 2014.



Cette équipe était constituée d'un preneur de vue, Arnaud Sanchez (accompagné de preneurs de vue de l'association *Les Yeux de l'Ouïe* qui était également partenaire de cette opération) et de plusieurs photographes dont Marc Renneville, Sophie Victorien, Jean-Claude Vimont<sup>v</sup> et Marc Montméat. Elle était accompagnée par un surveillant de l'établissement, Hervé. En accord avec la directrice de la maison d'arrêt, ce surveillant a présenté à l'équipe l'intégralité du bâtiment, depuis les sous-sols jusqu'aux combles. Après avoir réalisé un premier repérage, l'équipe est revenue filmer durant deux jours la quasi-intégralité du site. Ces séquences ont ensuite été montées par Arghyro Paouri, responsable de la cellule audio/vidéo du Centre Edgard Morin (CNRS).<sup>vi</sup> Ce montage a été particulièrement long et a requis près de six mois de travail. Car il ne fallait qu'aucun détenu n'apparaisse à l'écran, ni qu'aucun personnel de surveillance n'ayant pas donné son accord pour être filmé n'apparaisse également. Pour des raisons de sécurité, il fallait aussi que certains éléments n'apparaissent pas, comme les miradors du chemin de ronde ou bien l'emplacement des caméras de vidéosurveillance. Une fois le travail de montage achevé, la visite virtuelle de la maison d'arrêt de Paris la Santé a été mise en ligne sur Criminocorpus. Mais avant de pouvoir la rendre accessible au public, elle a subi un ultime processus de validation effectué par la DAP qui s'est assuré ainsi qu'aucune information diffusée n'était susceptible de porter atteinte à la sécurité de l'établissement. Enfin, la réalisation de ce module a nécessité un travail de programmation informatique en amont qui a été intégralement financé grâce au soutien apporté par la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris.

En parallèle, et pour compléter cette visite, une exposition virtuelle sur l'histoire de la maison d'arrêt de Paris la Santé réalisée par l'historienne Caroline Soppelsa a également été mise en ligne sur Criminocorpus.<sup>vii</sup> Ce module est destiné à permettre aux visiteurs de compléter leur visite virtuelle de l'établissement et de découvrir en détail, s'ils le souhaitent, sa longue et riche histoire. Cette exposition repose sur une étude qui a été commanditée à Caroline Soppelsa par l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).<sup>viii</sup>

La visite virtuelle de la maison d'arrêt de la Santé se présente sous la forme d'une vue aérienne de l'établissement.<sup>ix</sup> À droite de l'écran, le visiteur peut également accéder à des vues aériennes de la Santé de 1949 à 2015 et des plans du bâtiment datant de 1871. Le visiteur a accès à quatre interfaces : les sous-sols, le rez-de-chaussée, les étages et les combles/toits. Chacune de ces interfaces permet d'accéder à un bâtiment qui apparaît en surbrillance. Lorsqu'il clique sur l'un d'entre eux, le visiteur accède à une séquence vidéo et à une galerie de photographies.



*Vue aérienne de la maison d'arrêt de Paris la Santé en 2007. Source : Musée Criminocorpus.*

La réalisation de ce module a toutefois rencontré quelques difficultés, notamment pendant sa phase de tournage. La première de ces difficultés tenait aux surveillants et aux détenus qui ont été filmés sans leur accord. Par exemple, au moment de la visite du quartier disciplinaire, le surveillant qui était responsable du quartier et qui était le seul habilité pour ouvrir la porte principale permettant d'y accéder a dû être flouté à l'écran.<sup>x</sup> Ce dernier avait effectivement signalé sa volonté de ne pas apparaître à l'écran et n'avait donc pas signé d'autorisation de diffusion/cession de droit auprès de Criminocorpus. La même difficulté s'est présentée avec des détenus, essentiellement dans l'Unité de consultation et de soins ambulatoires (UCSA) de l'établissement.<sup>xi</sup> Lors de sa visite, un grand nombre de détenus était présent en attente de consultation. Il a donc fallu couper beaucoup de séquences où ils apparaissaient et, en définitive, il n'a pas pu être conservé beaucoup d'éléments de ce bâtiment dans la séquence qui lui a été consacré. Enfin, une dernière difficulté s'est présentée vis-à-vis du quartier haut qui était désaffecté depuis 2006. Il était effectivement très dégradé au moment de la visite et ne ressemblait pas en l'état au reste de la détention. Il fallait donc signaler, dans la présentation de la séquence du bloc B notamment, qu'il s'agissait d'une



partie désaffectée. Car ces images pouvaient très facilement être sujettes à des interprétations erronées ou fantaisistes si elles étaient utilisées hors de leur contexte.<sup>xii</sup>



*Bloc B du quartier haut de la maison d'arrêt de Paris la Santé en 2014. Source : Musée Criminocorpus.*

## **Conclusion**

La maison d'arrêt de Paris la Santé est depuis le mois de juillet 2014 l'objet d'importants travaux de rénovation et le nouveau bâtiment prévu, qui sera livré en 2018, est très différent du précédent. Même si l'APIJ a retenu un projet architectural qui a privilégié la conservation d'une partie de l'architecture du bâtiment initial, puisque le quartier bas est maintenu ainsi que le mur d'enceinte bâti en pierres de meulière, le quartier haut a été lui entièrement rasé. Ces travaux s'imposaient car la maison d'arrêt de Paris la Santé, trop vétuste, devait être rénovée afin de pouvoir assurer des conditions d'hébergement et de travail décentes aux personnes détenues ainsi qu'au personnel pénitentiaire et correspondre aux standards fixés par les règles pénitentiaires européennes. Mais si ces travaux se sont avérés nécessaires, ils ont entraîné toutefois une altération du bâtiment originel qui a aujourd'hui en grande partie disparu.





*Source : Maison d'arrêt de Paris la Santé. Une prison rénovée au cœur de la cité, plaquette de présentation du projet de rénovation de la maison d'arrêt de Paris la Santé éditée par l'APIJ, p. 19 ([http://www.apij.justice.fr/APIJ\\_WEB/FR/PAGE\\_la\\_sante.awp](http://www.apij.justice.fr/APIJ_WEB/FR/PAGE_la_sante.awp), consulté le 29 mars 2017).*

Cette visite virtuelle constitue donc une réponse originale apportée par le bureau Me5 en collaboration avec Criminocorpus pour permettre de conserver la mémoire de ce lieu et le rendre facilement et gratuitement accessible aux personnels qui y ont exercé. Et elle a également permis aux centaines de visiteurs qui n'ont pas réussi à s'inscrire, faute de places, aux Journées européennes du patrimoine de pouvoir accéder au bâtiment et de le visiter rétrospectivement.

Face au nombre d'établissements en cours de fermeture ou qui vont fermer leurs portes dans les années à venir, il serait ainsi très pertinent d'organiser un recueillement systématique d'images filmiques et photographiques et de les restituer sous la forme de visites virtuelles visibles dans le Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines que Criminocorpus a inauguré au mois de septembre 2016.<sup>xiii</sup> Outre celles du Havre et de la Santé qui sont actuellement en ligne, Criminocorpus a également réalisé des prises de vue des maisons d'arrêt de Chartres, qui a fermé à la fin de l'année 2014, et de Caen, qui est toujours en activité. La visite virtuelle de la maison d'arrêt de Caen s'inscrit dans le cadre d'un projet scientifique intitulé *Patrimoine carcéral normand* initié par Jean-Claude Vimont et issu d'un contrat de projets État-Région dans le cadre des Grands Réseaux de Recherche de la région

Haute-Normandie. En accord avec la direction de la maison d'arrêt de Caen et pour des raisons de sécurité, cette visite virtuelle ne sera mise en ligne que lorsque l'établissement aura été définitivement désaffecté et fermé. Et que les différents personnels ayant accepté de témoigner et la DAP aient donné leur accord pour qu'elle soit diffusée auprès du public. Ainsi, il est parfaitement possible de se rendre dans des établissements en activité et de réaliser de manière préventive des prises de vue filmiques et photographiques. Puis d'attendre leur fermeture pour pouvoir procéder la réalisation et à la mise en ligne de leur visite virtuelle sur Criminocorpus. En se calant sur le calendrier des fermetures des établissements, il serait ainsi tout à fait possible d'effectuer des campagnes régulières de recueillement de prises de vue et de constituer une base de données numérique exhaustive du patrimoine carcéral français avant qu'il ne disparaisse ou qu'il ne soit irrémédiablement altéré. En agissant ainsi, c'est un vaste pan de la mémoire de l'administration pénitentiaire et de ses personnels qui serait ainsi préservé et conservé.

**Jean-Lucien Sanchez**

Chargé d'études en histoire au bureau des statistiques et des études de la Direction de  
l'administration pénitentiaire (SDMe5)

---

<sup>i</sup> Sonya Faure, « Les prisons font aussi partie de notre patrimoine », *Libération*, 18 septembre 2014. URL : [http://www.liberation.fr/societe/2014/09/18/les-prisons-font-aussi-partie-de-notre-patrimoine\\_1103194](http://www.liberation.fr/societe/2014/09/18/les-prisons-font-aussi-partie-de-notre-patrimoine_1103194), consulté le 28.03.2017.

<sup>ii</sup> Jean-Claude Vimont, « Patrimoine carcéral des régions françaises (sommaire) », *Criminocorpus. Carnet de l'histoire, de la justice, des crimes et des peines*. URL : <https://criminocorpus.hypotheses.org/4435>, consulté le 28.03.2017.

<sup>iii</sup> Cf. la présentation de ce projet sur le site du Groupe de Recherche d'Histoire de l'Université de Rouen (GRHIS, EA 3831). URL : [http://grhis.univ-rouen.fr/grhis/?page\\_id=8055](http://grhis.univ-rouen.fr/grhis/?page_id=8055), consulté le 28.03.2017.

<sup>iv</sup> Marc Renneville. Visite de l'ancienne prison du Havre, *Musée Criminocorpus* publié le 11 février 2015, consulté le 28 mars 2017. URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/17881/>.

<sup>v</sup> Suite au décès de Jean-Claude Vimont en 2015, la visite virtuelle de la maison d'arrêt de Paris la Santé lui a été dédiée en sa mémoire.

<sup>vi</sup> Centre Edgar-Morin, Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain. URL : [http://www.iac.cnrs.fr/spip.php?page=article&id\\_article=486](http://www.iac.cnrs.fr/spip.php?page=article&id_article=486), consulté le 28 mars 2017.

<sup>vii</sup> Caroline Soppelsa, La maison d'arrêt de la Santé : une prison dans Paris, *Musée Criminocorpus* publié le 11 août 2014, consulté le 28 mars 2017. URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/17570/>

<sup>viii</sup> L'APIJ est un établissement public spécialisé, placé sous la tutelle du ministère de la Justice, qui lui confie la conception et la gestion des grands projets immobiliers relevant de ses différentes directions (dont la DAP). Elle est chargée du projet de réhabilitation et de reconstruction de la maison d'arrêt de Paris la Santé. Cf. [http://www.apij.justice.fr/APIJ\\_WEB/FR/PAGE\\_la\\_sante.awp](http://www.apij.justice.fr/APIJ_WEB/FR/PAGE_la_sante.awp), consulté le 29 mars 2017.

<sup>ix</sup> Maison d'arrêt de Paris la Santé, *Musée Criminocorpus*, consulté le 29 mars 2017. URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/144/2/>

<sup>x</sup> Maison d'arrêt de Paris la Santé : Rez-de-chaussée : 08. Quartier disciplinaire/Quartier d'isolement, *Musée Criminocorpus*, consulté le 29 mars 2017. URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/146/27/>

<sup>xi</sup> Maison d'arrêt de Paris la Santé : Étages : 19. Unité de consultation et de soins ambulatoires, *Musée Criminocorpus*, consulté le 29 mars 2017. URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/146/49/>

<sup>xii</sup> Maison d'arrêt de Paris la Santé : Rez-de-chaussée : 12. Bloc B (partie désaffectée), *Musée Criminocorpus*, consulté le 29 mars 2017. URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/146/30/>

<sup>xiii</sup> Les contenus de ce Musée sont édités par le Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice (CLAMOR, UMS 3726, CNRS/Ministère de la Justice). Cf. <http://clamor.criminocorpus.org/>, consulté le 29 mars 2017.